

Le 29/01/2021

Réponse de l'ensemble des Salariés du Groupe Cahors à M. Libert suite à son interview donnée à MEDIALOT le 28/01/2021.

L'ensemble des salariés sont très surpris de la démarche de M. Libert de se répandre dans les journaux alors que dans le même temps celui-ci refuse systématiquement le dialogue avec les salariés depuis l'adossement d'EPSYS et le groupe Cahors en octobre 2019.

#### **Petit rappel des faits et surtout quelques précisions concernant les chiffres.**

Groupe Cahors est un groupe industriel français créé en 1910, spécialisé dans les matériels de réseaux d'énergie et télécoms, Groupe Cahors est un acteur de la transition énergétique, de la mobilité électrique et des réseaux intelligents de demain, fournisseur majeur et historique d'ENEDIS. Le chiffre d'affaires est de 240 M€ dont 35 % à l'international et 1800 collaborateurs, il produit sur 7 sites industriels en France et 5 à l'international (Espagne, Maroc, Inde et Chine).

Le groupe Cahors a été racheté en octobre dernier par un **financier** Grégoire Libert, qui avait pris deux ans plus tôt le contrôle de la société EPSYS (ex SCHNEIDER) et ses 300 salariés, l'un des principaux concurrents de Transfix & Pommier en France.

#### **Des promesses oubliées !!!**

Lors de la reprise du groupe, Grégoire Libert a bénéficié de **conditions extrêmement favorables** : **rachat du groupe inférieur à sa valeur** en marche normale, **abandon de créance d'une partie de la dette** par les banques ... En contrepartie de ces avantages, Grégoire LIBERT **s'était engagé dans le protocole de reprise validé par le Tribunal de Commerce de Marseille** en date du 23 septembre 2019, à ne procéder à **aucun licenciement** et à bâtir un **projet avec les salariés**.

Il avait notamment été indiqué dans le jugement que le projet d'offre de reprise porté par EPSYS prévoyait **un apport de 25 millions** dont 12 millions d'euros au profit des créanciers et 13 millions d'euros pour des investissements.

A aujourd'hui M. Libert a simplement financé le rachat du groupe avec la revente de l'ensemble des actifs de chaque société du groupe et les stocks ont été gagés.

Nous n'avons aucune visibilité sur la stratégie menée par M. Grégoire LIBERT, une grande partie du management a été écartée, de nombreux licenciements pour fautes supposées ont été mis en place générant des contentieux, nous assistons impuissants à un démantèlement du groupe préparé en amont avec les nominations d'hommes de paille sur certaines entités.

En 12 mois, nous avons subi = 1 premier PLE chez Transfix (moins de 10 p), un PLE chez MAEC (moins de 10p), un PLE chez Groupe Cahors, un PLE chez POMMIER, un PLE chez EPSYS, puis un second PLE chez POMMIER ; un second chez Groupe CAHORS, un PSE d'envergure en cours chez MAEC (environ 60 p).

Une demande de PGE pour chaque site a été formulée auprès des banques avec un refus de celle-ci, M. Libert nous a signifié qu'il avait dans un deuxième temps sollicité le Ministère de l'économie pour obtenir gain de cause, sans résultat. Les élus ont demandé que la direction apporte une preuve des sollicitations auprès du ministère et malheureusement nous n'avons aucun retour, A priori lorsque le ministère de l'économie a demandé un audit financier avant de valider le PGE, M. Libert aurait refusé !!!